

Macron « assume tout » et nous, on subit. Quand on défend nos droits, il parle de nous « responsabiliser », d'effort, d'effort pour être paupérisé/es pour qu'une minorité s'enrichisse ! Les réformes continuent avec son Grand Débat du type : « Paroles, paroles » tu peux dire ce que tu veux, je fais ce que je veux. Quelle supercherie : rien sur le pouvoir d'achat des retraité/es, rien sur sa réforme à points, sur sa réforme sur la dépendance

Il a cru nous faire taire en nous donnant des leçons de morale, nous traitant de « privilégié/es » et d'égoïstes, nous affublant de manque de jugeote pour comprendre ses mesures et ses réformes .

Malgré notre manque de jugeote, nous voyons que Macron se croit tout permis :

Il casse notre pouvoir d'achat comme celui des salarié/es, chômeur/ses et renie ses engagements de préserver notre niveau de vie. Il n'entend pas les 8 millions de retraité/es avec moins de 1000 euros par mois qui ne peuvent pas boucler leur fin de mois, doivent déboursier 500 euros de fioul pour se chauffer, faire des kilomètres pour aller chez le médecin, à la poste, à la Sécu...

Alors, nous venons lui rendre ses « cadeaux » empoisonnés pour qu'il récupère l'argent public donné aux plus riches : 4,7 milliards de hausse de CSG, 8,8 milliards volés sur nos années de travail et nos cotisations sociales par la désindexation des retraites ainsi que la baisse des APL, les prestations sociales gelées ou sous indexées, l'augmentation de l'énergie, les remboursements pour les actes dits coûteux dès le 1er janvier ce qui va encore faire flamber les complémentaires santé et ainsi de suite,

Tout cela, pour servir outrageusement les plus riches et les détenteurs de capitaux : impôt sur la fortune : 5 milliards, exit tax : 6 milliards , CICE 40 milliards pour 2019, flat tax 10 milliards, des milliards de fraude et d'évasion fiscale légale pour les multinationales.

Et, Macron ne se prive pas de transgresser le Code de la Sécurité Sociale qui fixe l'indexation des retraites sur le coût de la vie et, il veut réduire notre retraite à une allocation sociale concédée ! Il transgresse encore l'histoire en voulant renier notre système de retraite pour une réforme à points injuste, sans aucune garantie avec la valeur du point fixée au gré des marchés ouvrant grande la porte aux fonds de capitalisation

Il dévoie la solidarité entre les générations en répétant que « ceux qui travaillent paient les retraites » comme si les retraité/es volaient l'argent aux travailleurs alors que c'est lui qui nous vole nos cotisations pour financer ses cadeaux fiscaux aux plus riches !

Il n'en est pas à une régression historique près :

Il casse la Sécurité Sociale en supprimant les cotisations sociales pour la passer aux assurances privées. Et, pour la 1ère fois de l'histoire, l'État ne compensera plus la baisse des cotisations qu'il décide et, il transgresse encore le Code de la Sécurité Sociale

Il casse nos services publics et associatifs le propre de la démocratie, pour la santé, les transports, la poste, les impôts, l'éducation et laissent les retraité/es complètement isolé/es et démunis/es. Comble du cynisme, dans son grand débat, nous devons choisir où et comment y mettre fin ! Il casse toute notre protection sociale et la livre par divers montages financiers à des multinationales et à groupes financiers, véritables vautours avides de spéculation immobilière et financière et, à Marseille, comme partout, fleurissent les start up dite sociales en lieu et place des associations sociales, des centres sociaux comme ont fleuri les scandaleux EHPAD déshumanisés. Dans ce contexte, que va devenir la prise en charge à 100% de la perte d'autonomie par la Sécurité Sociale que nous réclamons ? Assurément, offerte encore à ces vautours ?

Macron, sourd à toutes les mobilisations pour la défense de nos biens communs et de nos droits sociaux, refusant de nous recevoir, hors des organisations de retraité/es, hors des associations et de tous les corps intermédiaires s'est empressé de mettre en acte la politique réclamée il y a 10 ans par le Medef et les marchés financiers : « défaire méthodiquement le programme du Conseil National de la Résistance », un programme contre le terreau de l'extrême droite et du fascisme et pour lequel nos parents et grands-parents se sont battus. Ils, ont créé notre Sécurité Sociale et notre modèle social avec les politiques de redistribution et des services publics et associatifs adaptés aux besoins.

Toutes et tous ensemble, nous ne pouvons pas le laisser en toute impunité détruire tout notre système solidaire et l'État social en ajoutant de l'injustice à l'injustice pour enrichir les financiers dans un retour irresponsable au XIXème siècle.

